

**Revenu personnel.**—Le revenu personnel est la somme des revenus courants, qu'ils découlent ou non de l'activité productive. Il comprend les paiements de transfert de l'État tels que les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage et les gratifications de guerre en plus des traitements et salaires, du revenu net des entreprises individuelles, des intérêts et dividendes et des revenus nets de loyers des particuliers. Il ne comprend pas les bénéfices non distribués des sociétés et les autres éléments du revenu national non versés aux particuliers.

**Dépense nationale brute.**—La dépense nationale brute évalue le même ensemble que le produit national brut, soit la production totale des biens finis et services aux prix du marché, en établissant la destination de la production d'après les ventes finales aux particuliers, aux administrations publiques, aux entreprises (au compte de capital et y compris les variations des stocks), et à l'étranger (exportations). Les importations de biens et services, y compris les paiements nets des dividendes et intérêts aux non-résidents, en sont déduites afin d'évaluer la production canadienne seulement.

**L'activité économique en 1959.**—En 1958, l'économie canadienne a commencé à se remettre de sa légère régression. La reprise a continué en 1959 pour porter l'économie à un nouveau sommet durant le premier semestre. L'expansion a stoppé durant le troisième trimestre, surtout à cause de différends ouvriers intervenant au Canada et aux États-Unis, mais elle a repris le quatrième. Dans l'ensemble de l'année, le produit national brut a atteint 34,593 millions de dollars, soit 6 p. 100 de plus qu'en 1958. Comme les prix des produits terminaux ont augmenté d'environ 2 p. 100, le volume physique de la production s'est gonflé de quelque 4 p. 100 sur celui de 1958; il n'avait pas changé en 1957 et 1956 et l'augmentation moyenne d'après-guerre a été de 4 p. 100.

La reprise du stockage et la remontée des dépenses en constructions et équipement a beaucoup stimulé l'activité. Après leur forte liquidation de 1958, les stocks des entreprises ont enregistré une modeste progression en 1959. Le retournement s'est traduit par un concours additionnel de 700 millions demandé à la production courante. Bien que les investissements en constructions et équipement des entreprises n'aient pas changé dans l'ensemble de l'année, le secteur a accusé une certaine accélération alors qu'il avait ralenti en 1958. Les investissements domiciliaires neufs, très en augmentation en 1958, ont fléchi les trois premiers trimestres de 1959 mais se sont repris un peu le quatrième grâce aux disponibilités hypothécaires fournies par l'État; dans l'ensemble, les investissements domiciliaires ont légèrement baissé sur 1958.

Les secteurs personnel et public ont continué de contribuer à l'avance de la production. Les dépenses de consommation se sont accrues de près de 6 p. 100, soit un peu plus qu'en 1958. Comme les prix à la consommation ont augmenté plus modérément, le gain de la consommation réelle a été plus prononcé qu'en 1958. Les dépenses publiques en biens et services ont crû de 5 p. 100 (7 p. 100 en 1958).

La relance au Canada a accru le déficit des transactions avec l'extérieur malgré l'amélioration des marchés étrangers accessibles aux produits canadiens. Inchangées depuis deux années, les exportations de biens et services ont augmenté de 5 p. 100 en 1959; la progression est surtout intervenue durant le second semestre. Les importations, très en baisse durant la régression, ont commencé à monter surtout au cours de la seconde moitié de 1958 et se sont établies dans l'ensemble de 1959 à 9 p. 100 en avance sur 1958. Le déficit du compte courant a dépassé son sommet précédent (1957) pour s'élever de un milliard à \$1,400 millions en 1958.

La relance s'est répercutée sur les revenus des particuliers, des entreprises et des gouvernements ainsi que sur la composition de certains éléments importants. Le revenu personnel s'est accru d'environ 6 p. 100, soit d'accord avec la montée du revenu national et autant que l'année précédente. La rémunération des salariés a augmenté de près de 8 p. 100 grâce à l'amélioration de l'emploi et à l'avance continue du gain moyen. Les transferts ont crû de 5 p. 100 seulement contre une augmentation de 27 p. 100 en 1958 alors que les modifications législatives apportées à la sécurité sociale ainsi que l'emploi plus